

Nîmes, le **25 AOUT 2022**

Cellule Carrières Mines Après-Mine Eolien  
Courriel :  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire n° 2022-036-DREAL**  
réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la  
société **RCI** pour l'exploitation de sa carrière située sur la commune  
de **POUZILHAC** relatif aux dispositions applicables en cas de  
période de sécheresse.

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** le décret du 17 février 2021 nommant Mme Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°30-2018-07-02-006 définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département du GARD en date du 2 juillet 2018 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°18/035N du 1<sup>er</sup> mars 2018 autorisant la société ROBERT TRAVAUX PUBLICS à exploiter une carrière de roche massive calcaire ,une installation de traitement de matériaux extraits ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, sur le territoire de la commune de Pouzilhac au lieu-dit « Garrustièrre et pérède » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-01-103-DREAL du 30 janvier 2020 concernant les modifications des conditions d'exploitation (pour un forage et une unité de recyclage ) et de changement d'exploitant de la carrière de roche massive calcaire exploitée par la société ROBERT TRAVAUX PUBLICS pour devenir ROBERT CARRIERES INDUSTRIES sur la commune de Pouzilhac au lieu-dit « Garustièrre et Pérède » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-170-DREAL du 26 octobre 2020 concernant les modifications des conditions d'exploitation pour un forage de la carrière de roche massive calcaire exploitée par la société ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES sur la commune de Pouzilhac au lieu-dit « Garustièrre et Pérède » ;
- VU** le plan de réduction des prélèvements en eau en cas de sécheresse transmis par mail par l'exploitant en date du 9 mars 2021 et son étude technico-économique ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 29 juin 2022 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**VU** les observations de l'exploitant en date des 12 et 27 juillet 2022;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

**Considérant** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

**Considérant** que les prélèvements de l'établissement dépassent le seuil de 10 000 m<sup>3</sup>/an et appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département du Gard ;

**Considérant** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

**Sur** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – PRÉLÈVEMENTS D'EAU AUTORISÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> ) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal instantané (m <sup>3</sup> /s) et journalier (m <sup>3</sup> /jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilance	Alerte	Alerte Renforcée	Crise
Forage en milieu naturel	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas Vivarais	FRDG 162	30 000 m <sup>3</sup> annuel  dont le débit maximal est de 7 m <sup>3</sup> /h ou 126 m <sup>3</sup> /j pendant 7 j	fonctionnement dans la limite du dossier d'autorisation	Usage sanitaire (abattage poussières)  26 m <sup>3</sup> /j  Eaux de procédé pompage limité à 100 m <sup>3</sup> /j  limitation de consommation moyenne hebdomadaire à 500 m <sup>3</sup>	Usage sanitaire (abattage poussières)  26 m <sup>3</sup> /j  Eaux de procédé pompage limité à 90 m <sup>3</sup> /j  limitation de consommation moyenne hebdomadaire à 450 m <sup>3</sup>	Usage sanitaire (abattage poussières)  26 m <sup>3</sup> /j  Eaux de procédé pompage limité à 80 m <sup>3</sup> /j  limitation de consommation moyenne hebdomadaire à 400 m <sup>3</sup>	Usage sanitaire (abattage poussières)  26 m <sup>3</sup> /j  Eaux de procédé pompage limité à 70 m <sup>3</sup> /j  limitation de consommation moyenne hebdomadaire à 350 m <sup>3</sup>

## ARTICLE 2 – PLAN D’ACTIONS EN SITUATION DE SÉCHERESSE

L’exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d’économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d’alerte, d’alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d’alerte où sont localisés les prélèvements de l’établissement.

Ces mesures précisent les dispositions de l’arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L’information sur les zones d’alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d’eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu’à l’information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d’urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l’établissement	Mesures spécifiques ICPE (process...)
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rappel des mesures d’économie d’eau élémentaires au personnel de l’installation</li><li>• Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d’utilisation d’eau</li><li>• Limitations volontaires des usages de l’eau</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• information du personnel (y compris sous-traitants et entreprises extérieures) de la publication de l’AP instaurant des mesures de limitation provisoire des usages de l’eau dans le Gard. Affichage de cet AP instaurant la vigilance aux postes de commande de pilotage des installations des traitements des matériaux et dans le bureau du chef de carrière assurant l’accueil de tout salarié.</li><li>• Surveillance renforcée de l’intégrité des circuits d’eau (rondes journalières).</li><li>• Surveillance renforcée de s réglages de l’installation de recyclage des eaux.</li><li>• respect des seuils de limitation de la consommation d’eau définis à l’article précédent</li></ul>
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li><li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li><li>• Alimentation des points d’utilisation d’eau d’agréments interdits excepté en circuit fermé</li><li>• Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mêmes mesures qu’au niveau d’alerte précédent ainsi que :</li><li>• enregistrement journalier des consommations d’eau tenu à la disposition de l’inspection</li><li>• Réduction du débit de prélèvement à 50m3/h</li></ul>
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mêmes mesures qu’au niveau d’alerte précédent ainsi que :</li><li>• Réduction du débit de prélèvement à 40m3/h</li></ul>
<u>Crise</u>		<ul style="list-style-type: none"><li>• Mêmes mesures qu’au niveau d’alerte précédent ainsi que :</li></ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction du débit de prélèvement à 30m3/h</li> <li>• Arrêt du lavage des camions et engins</li> <li>• Usage de l'eau réservé au procédé et à l'arrosage des pistes</li> </ul>
--	--	---

### ARTICLE 3 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

### ARTICLE 4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr):

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers.

Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Pouzilhac et peut y être consultée.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET COPIE

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Pouzilhac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est notifiée à l'exploitant.

La Préfète  
 Pour la préfète,  
 Le secrétaire général  
  
 Frédéric LOISEAU